icj International Commission of Jurists

Università della Svizzera italiana | Facoltà di scienze economiche | Istituto di diritto IDUSI

Lotta alla corruzione in Svizzera e in Italia: quali lacune?

Lutte contre la corruption en Suisse et en Italie: quelles lacunes?

25 e 26 ottobre 2013, Auditorium USI Lugano

Le secteur de l'économie: l'engagement de economiesuisse

Thomas Pletscher

Con il sostegno di:

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Dipartimento federale degli affari esteri DFAE

ail

economiesuisse

Conférence ICJ Lugano, 25 octobre 2013

La corruption et sa perception dans l'économie

Thomas Pletscher

Mes fonctions

- economiesuisse: direction du département des questions de concurrence et régulation
- ICC: Vice-président du Comité anti-corruption (Internationale); Secrétaire Générale (Suisse)
- BIAC (OCDE): Groupe de travail anti-corruption (pendent 10 ans Président)
- UN Global Compact : Focal Point Swiss Network

economiesuisse

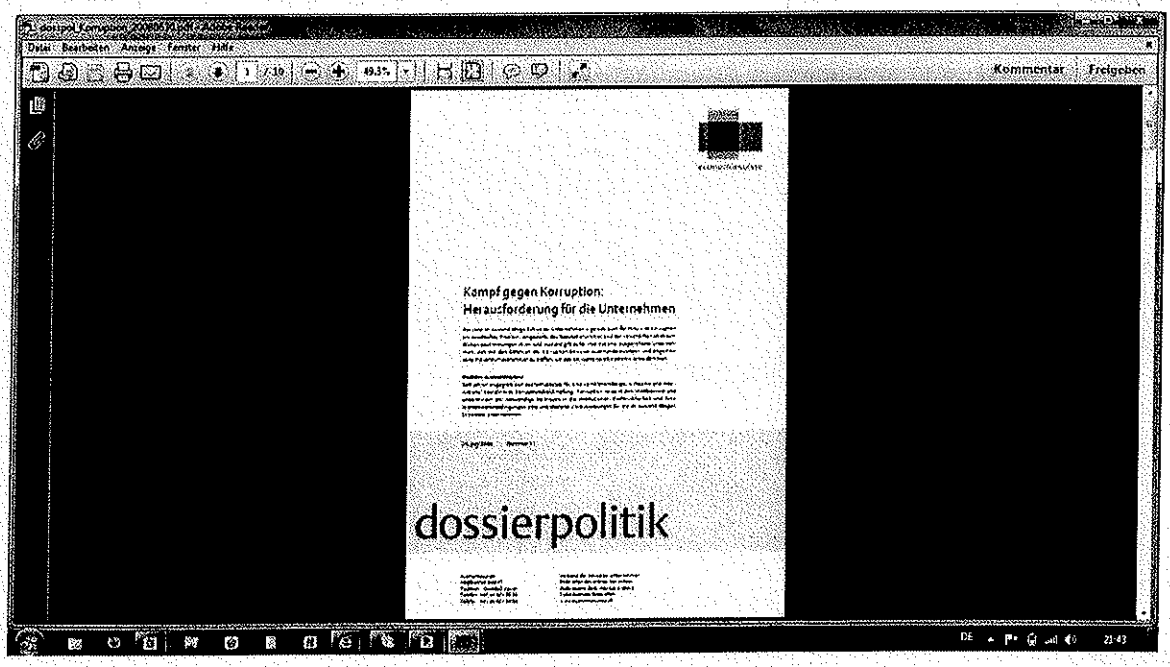
1. Engagement de l'économie

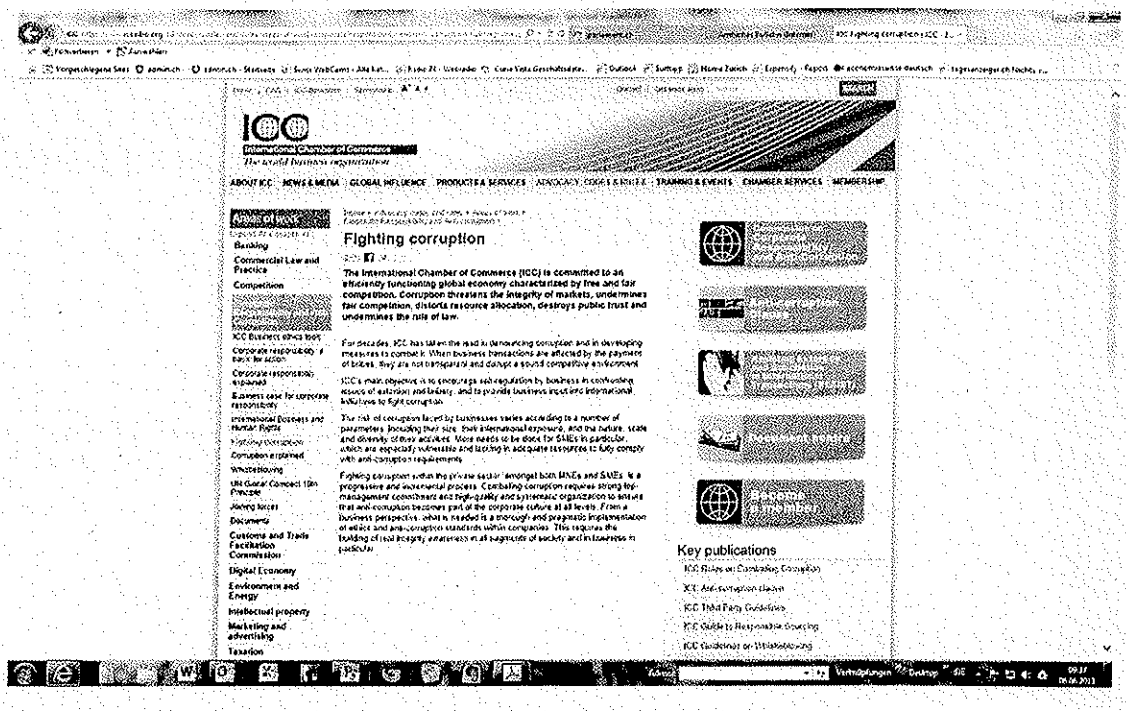
Cinque arguments des milieux économiques contre la corruption

- distorsions de concurrence
- détruit la confiance dans toutes les structures concernées
- peut nuire durablement à la réputation d'une entreprise
- gaspillage des moyens engagés
- garder sa maison propre

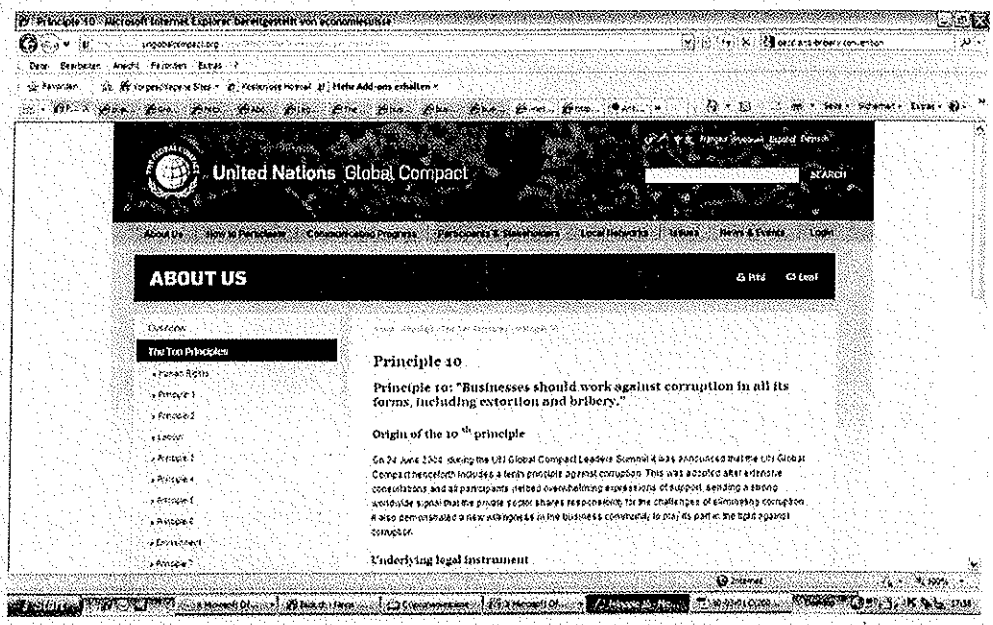
Contexte

- Les entreprises soutiennent la lutte contre la corruption
- Les règles juridiques modifiées doivent être appliquées dans la pratique
- Codes d'entreprise
- Programmes de formation
- L'offre et la demande de pots-de-vin doivent être traitées en même temps





UN Global Compact (10th principle)

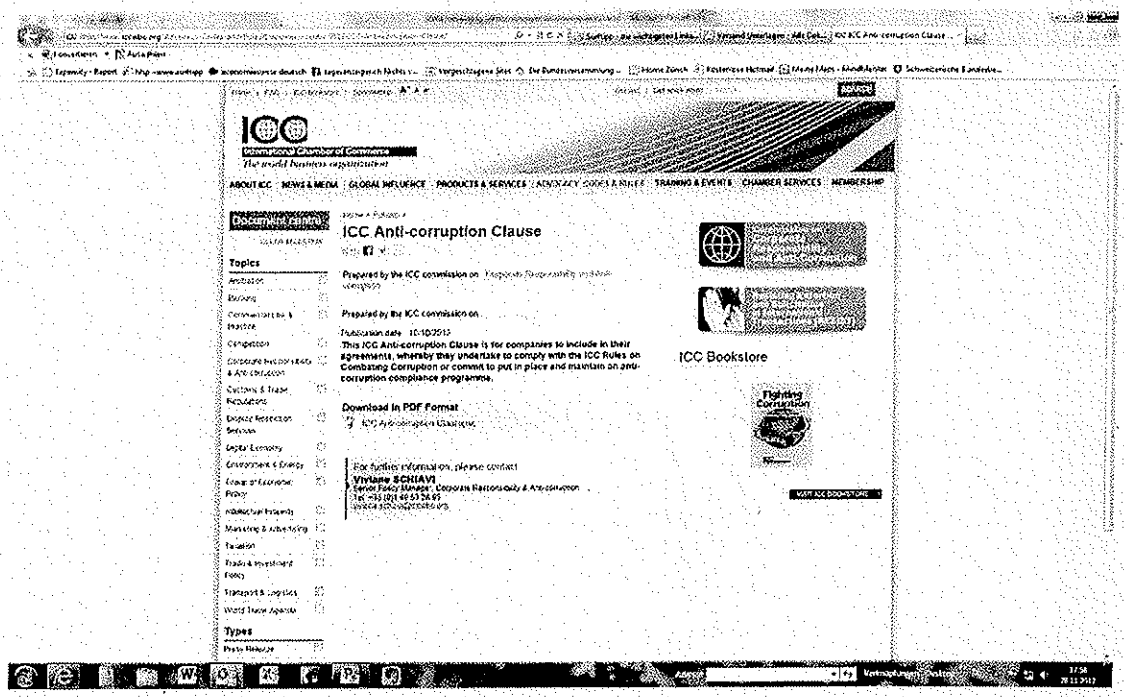


economiesuisse

2. Quelques instruments utiles

ICC substantive rules

1. Prohibition of bribery and extortion
2. Third parites (e.g. agents, subcontractors)
3. Business partners (e.g. third parties, joint ventures)
4. Political, charitable contributions and sponsorships
5. Gifts and hospitality
6. Facilitation payments
7. Conflicts of interests
8. Human ressources
9. Financial and Accounting
10. Corporate compliance programmes



ICC Anti-corruption clause

No direct nor indirect corruption payment

Committement to enforcement and compliance, reference to ICC anti-corruption rules (I) or full inclusion of ICC rules (II)

Audit right

Binding for Courts and arbitration

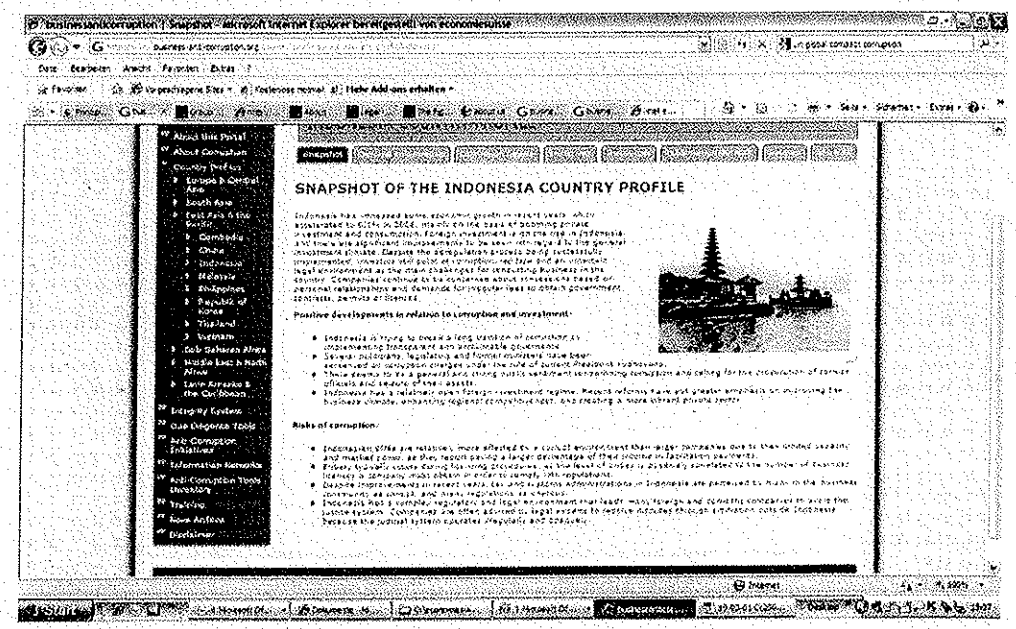
Business Anti-Corruption Portal

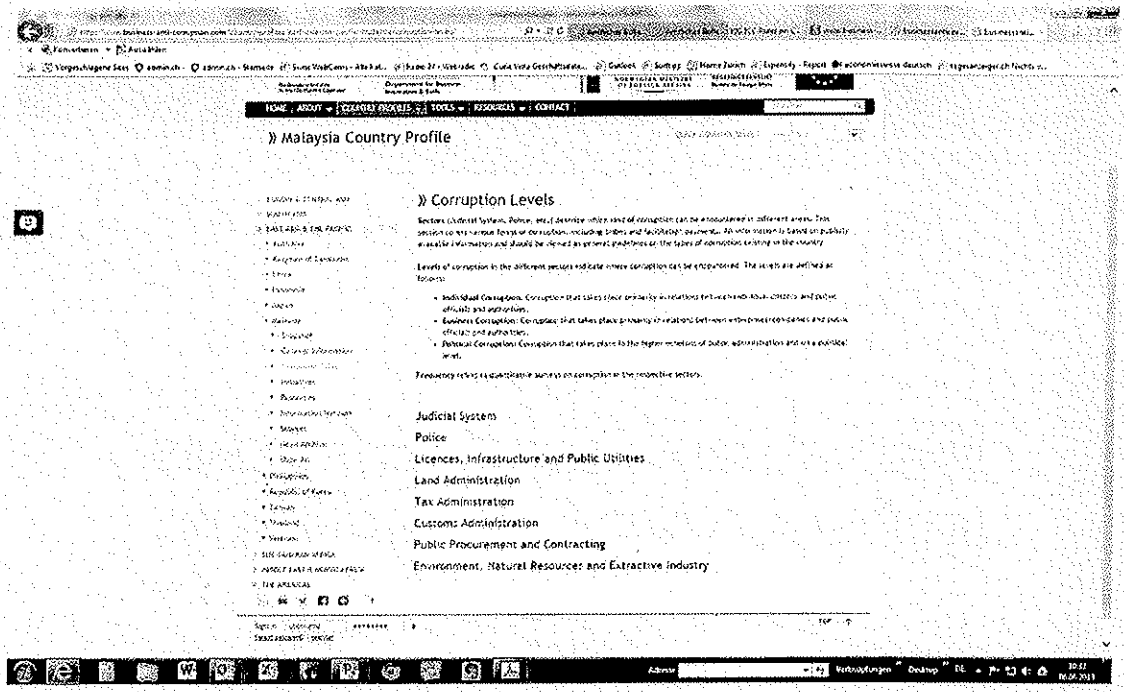
- Private initiative supported by several governments
- Introduction to problematic
- Training tools
- Country profiles

http://www.business-anti-corruption.org/

http://www.business-anti-corruption.de/

Example country profile




HOME ABOUT COUNTRY PROFILES TOOLS RESOURCES CONTACT
» Malaysia Country Profile
» Corruption Levels
Judicial Systems
Police
Licences, Infrastructure and Public Utilities
Land Administration
Tax Administration
Customs Administration
Public Procurement and Contracting
Environment, Natural Resources and Extractive Industry

BUSINESS ANTI-CORRUPTION PORTAL
Austrian Development Agency
BIS
HOME ABOUT COUNTRY PROFILES TOOLS RESOURCES CONTACT
» CORRUPTION COUNTRY PROFILES
» Portal
» Anti-Corruption eLearning
» About this Portal
» About Corruption
TrustLaw

economiesuisse

3. Situation dans les entreprises

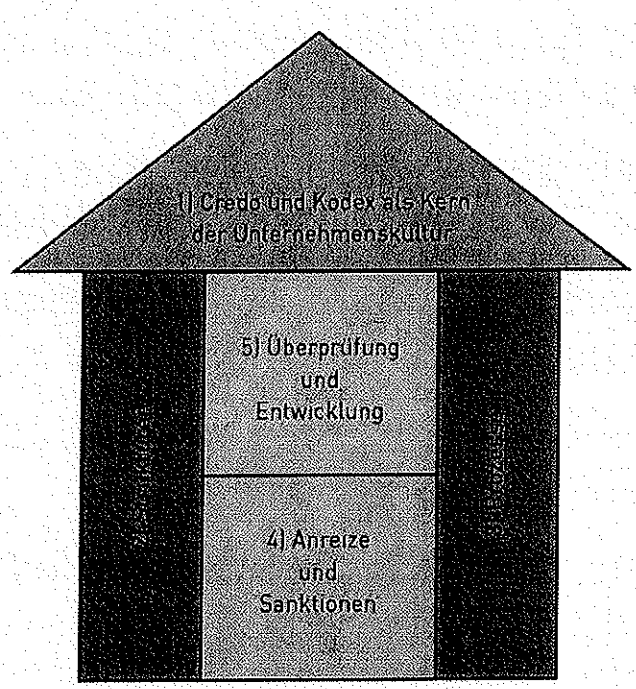
Cas concrets

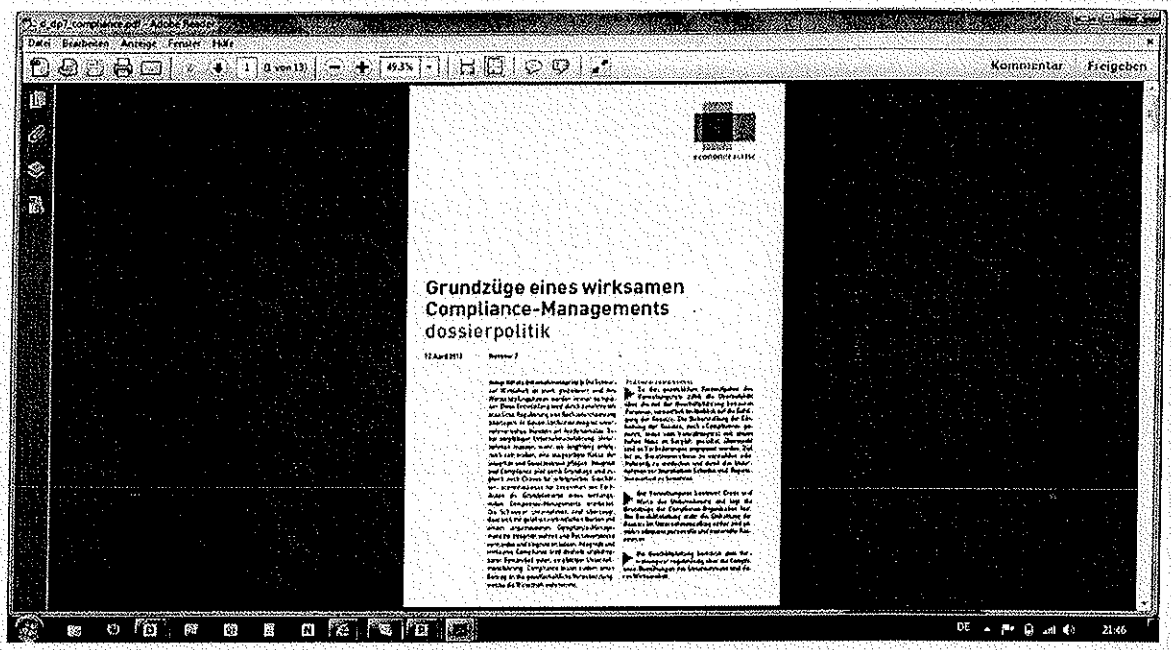
- Achat de tableaux d'un agent de l'administration en échange d'octroi de permis
- Frais demandés pour la documentation et être ensuite ajouté sur la liste préférentielle
- Provision demandée pour régler le problème de l'assurance crédit à un stade avancé d'un projet
- Demande d'accords de prêts sans garantie aux membres de la famille
- Demande d'un paiement partiel sur un compte bancaire dans un pays tiers

La problématique dans les entreprises

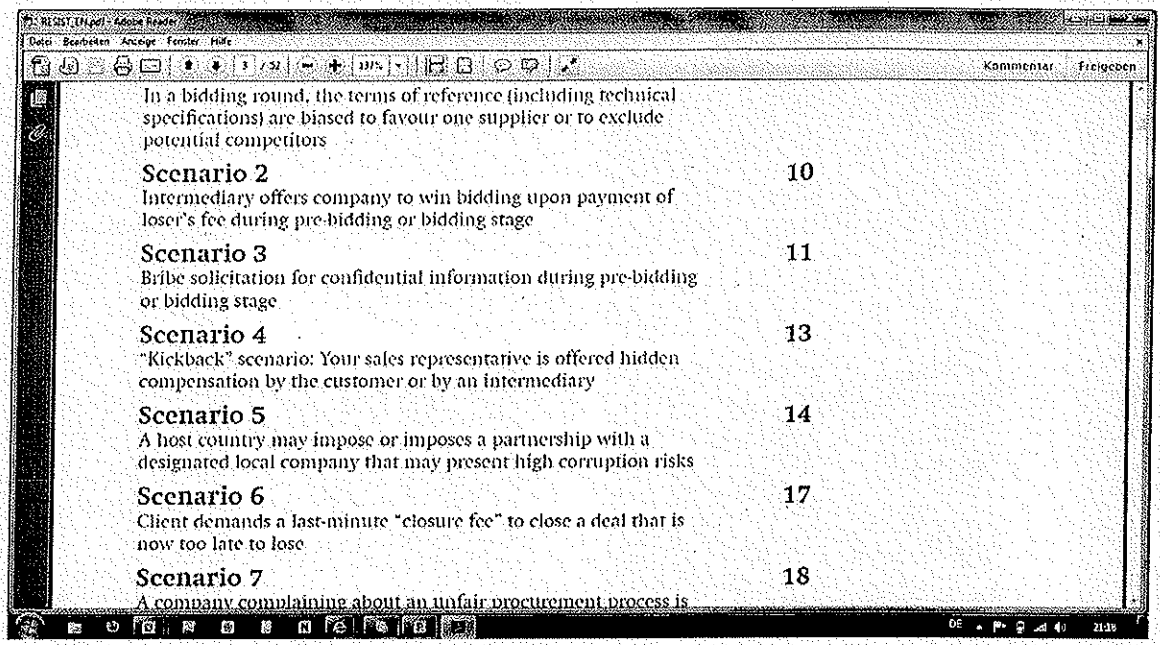
- Responsabilité de l'organisation (Punition de personnes morales)
- Responsabilité des cadres supérieurs (inclus les demandes d'emprisonnement)
- Déduction fiscales
- Blanchiment d'argent
- Préjudice à l'image
- Abandon des offres publiques
- Responsabilité civile
- Responsabilité personnelle du Comité des directeurs

Fünf Grundelemente wirksamer Compliance




Grundzüge eines wirksamen
Compliance-Managements
dossierpolitik

ICC France
Chambre de commerce internationale
ACCUEIL
ACTUALITÉS
PRÉSENTATION
SERVICES
PUBLICATIONS
ADHÉRER À ICC FRANCE
PARTENAIRES D'ICC FRANCE
Autorégulation
Règles Incoterms® 2010
Règles relatives au financement du commerce international
Contrats modèles
Code consolidé sur la publicité
RESIST pour lutter contre la corruption
RESIST pour lutter contre la corruption
RESIST
Lutter contre la corruption est devenu depuis quelques années une des priorités de la Chambre de Commerce Internationale et, à cet égard, ICC France s'est beaucoup impliqué dans le programme RESIST,un outil de formation qui s'adresse toutes les entreprises, quelle que soit leur taille. Ce projet est né à l'initiative de la Chambre de commerce internationale et de trois autres organisations internationales : le Pacte mondial des Nations Unies, le Forum Economique Mondiale (WEF) et Transparence Internationale.
Cet acronyme anglo-saxon signifie «Résister aux extorsions de fond et sollicitations». Car, lutter contre le phénomène de la corruption qui est un fléau mondial, suppose nécessairement de s'attaquer à la corruption « passive ». C'est-à-dire aux sollicitations des clients vers leurs fournisseurs



In a bidding round, the terms of reference (including technical specifications) are biased to favour one supplier or to exclude potential competitors

Scenario 2 10
Intermediary offers company to win bidding upon payment of loser's fee during pre-bidding or bidding stage

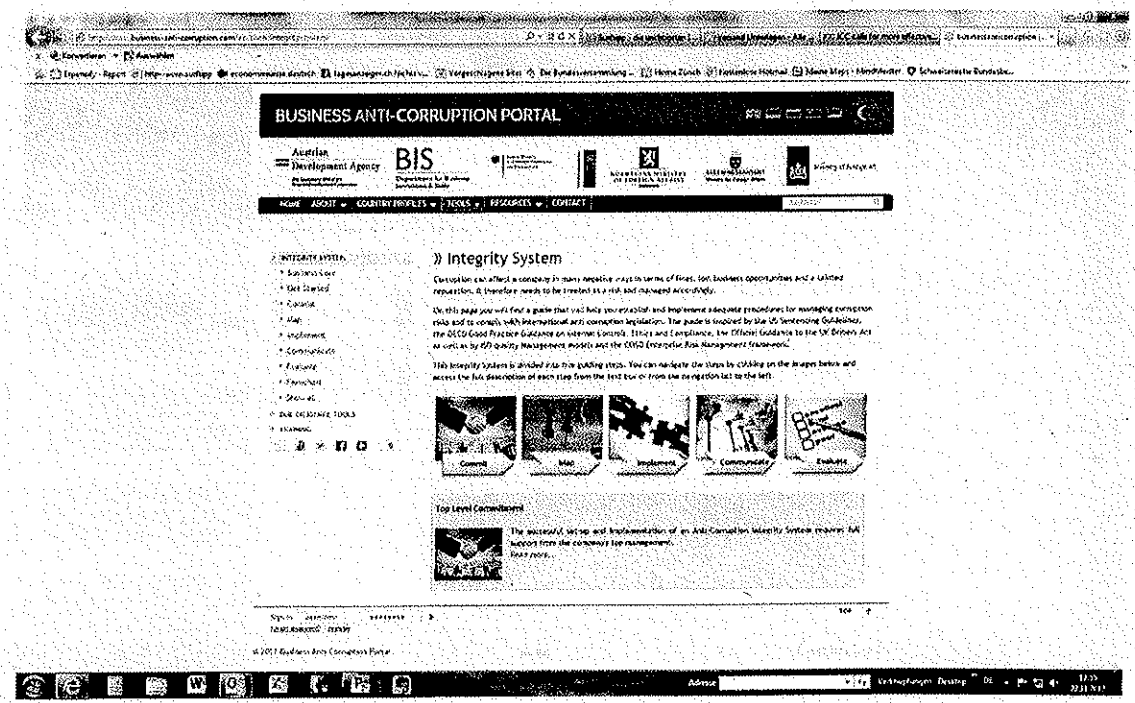
Scenario 3 11
Bribe solicitation for confidential information during pre-bidding or bidding stage

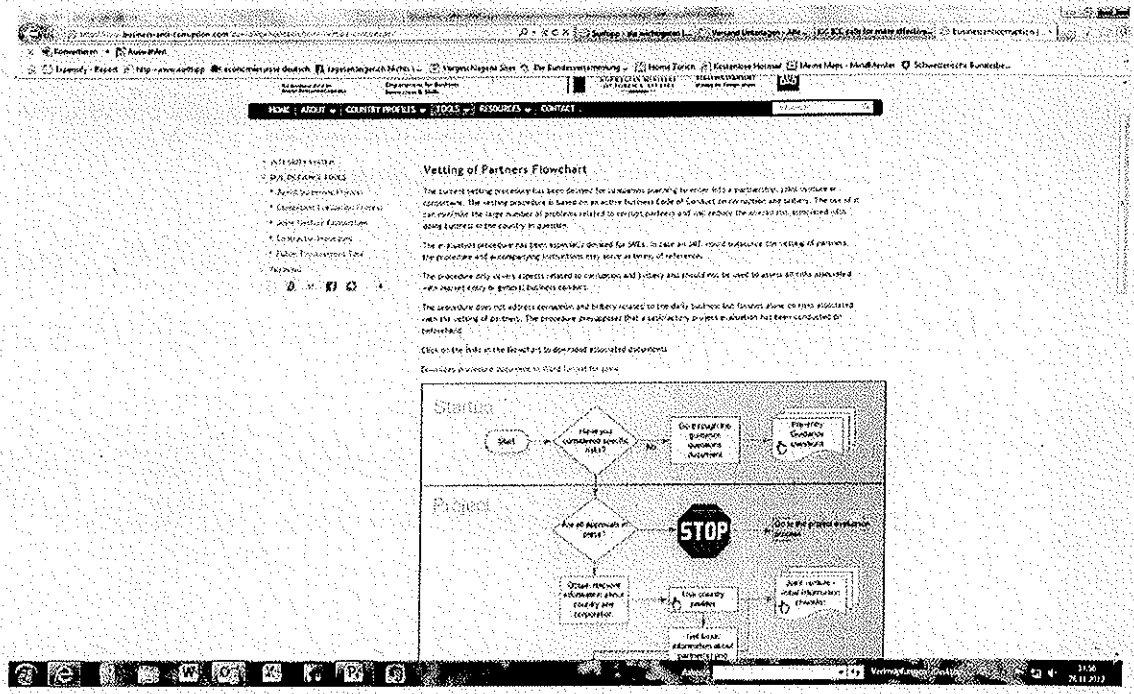
Scenario 4 13
"Kickback" scenario: Your sales representative is offered hidden compensation by the customer or by an intermediary

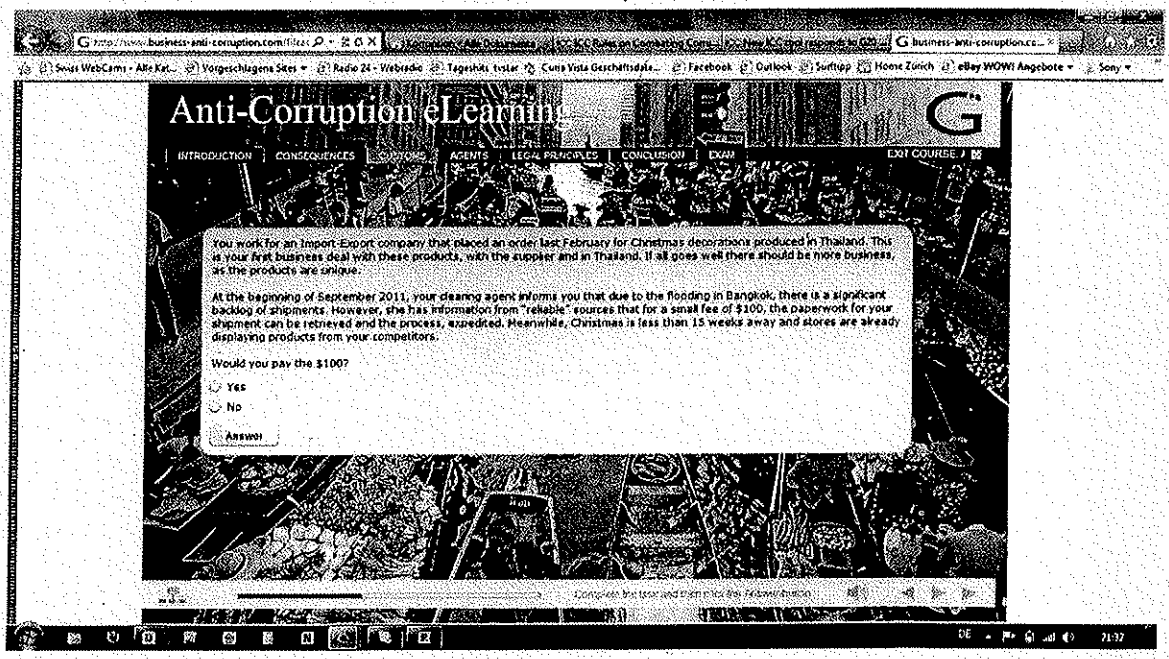
Scenario 5 14
A host country may impose or imposes a partnership with a designated local company that may present high corruption risks

Scenario 6 17
Client demands a last-minute "closure fee" to close a deal that is now too late to lose

Scenario 7 18
A company complaining about an unfair procurement process is




HOME | ABOUT | COUNTRY PROFILES | TOOLS | RESOURCES | CONTACT
Vetting of Partners Flowchart
Start
STOP


Anti-Corruption eLearning
INTRODUCTION
CONSEQUENCES
AGENTS
LEGAL PRINCIPLES
CONCLUSION
EXAM
EXIT COURSE
You work for an Import-Export company that placed an order last February for Christmas decorations produced in Thailand. This is your first business deal with these products, with the supplier and in Thailand. If all goes well there should be more business, as the products are unique.
At the beginning of September 2011, your clearing agent informs you that due to the flooding in Bangkok, there is a significant backlog of shipments. However, she has information from "reliable" sources that for a small fee of $100, the paperwork for your shipment can be retrieved and the process, expedited. Meanwhile, Christmas is less than 15 weeks away and stores are already displaying products from your competitors.
Would you pay the $100?
Yes
No
Answer

Exemples de règles

- Les cadeaux sont ouverts sur la table, la corruption est secrètement “sous la table”
- Contact direct avec les agents
- Obliger les agents aux règlements d’entreprises
- Engagement à signaler les transactions suspectes au comité interne
- Toutes les contributions politiques sont autorisées par la direction et peuvent être publiées

economiesuisse

4. Solicitation des pots de vin

Cas concrets

- Achat de tableaux d'un agent de l'administration en échange d'octroi de permis
- Frais demandés pour la documentation et être ensuite ajouté sur la liste préférentielle
- Provision demandée pour régler le problème de l'assurance crédit à un stade avancé d'un projet
- Demande d'accords de prêts sans garantie aux membres de la famille
- Demande d'un paiement partiel sur un compte bancaire dans un pays tiers

Dilemme des entreprises: sollicitations des pots de vin

- Malgré la découverte de sollicitation, l'argent versé ne peut être récupéré
- Sanction excessive des personnes impliquées
- Sollicitation difficile à prouver
- Difficulté de clarifier la légitimité d'un paiement précis
- Nécessité de protéger le secret professionnel si les concurrents sont impliqués
- Effets sur des contrats futurs avec l'administration (réputation de dénoncer ces partenaires)

Programme du BIAC contre la sollicitation des pots-de-vin

1) Reconnaissance publique du problème
2) Intégration dans le suivi des mécanismes
3) Clarification des cas individuels
4) Assistance dans les cas spécifiques
5) Mesures commerciales coordonnées

economiesuisse

5. Corruption entres Privés

Corruption entre privés

- Position dominante des agents publics
- Pas de différence dans les codes des entreprises
- Poursuite sur demande où par office?
- Interférences aux contrats privés?
- Cas de négligence?
  - Programmes de fidélité?
- Situation des grandes associations sportives
  - Vraiment privé?

Contact:

Mr Thomas Pletscher
Secretary General ICC Switzerland
Member of Executive Board economiesuisse
Hegibachstrasse 47
CH-8032 Zurich
Tel +41 44 421 34 50
Fax +41 44 421 34 88
thomas.pletscher@economiesuisse.ch